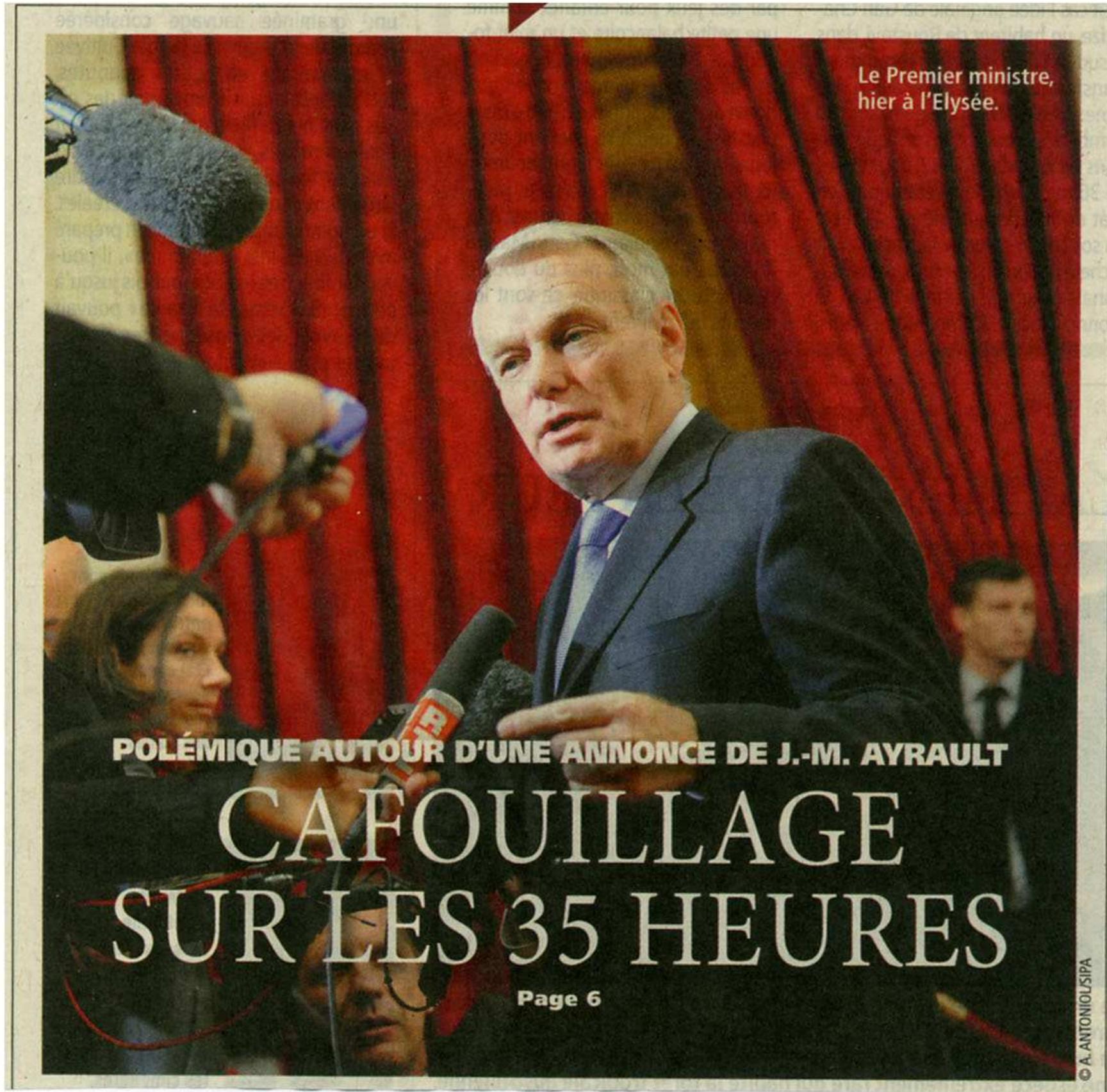


# Direct Matin

WWW.DIRECTMATIN.FR

GRATUIT - N° 1173 MERCREDI 31 OCTOBRE 2012 NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE



Le Premier ministre,  
hier à l'Elysée.

POLEMIQUE AUTOUR D'UNE ANNONCE DE J.-M. AYRAULT

## CAFOUILLAGE SUR LES 35 HEURES

Page 6

© A. ANTONIOLISIPA

## UNE DÉCLARATION DE JEAN-MARC AYRAULT FAIT DÉBAT

## 35 HEURES, SUJET BRÛLANT



© M. BUREAU/AFP PHOTO

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, hier, à l'Élysée à Paris.

Jean-Marc Ayrault a relancé le débat sur la semaine de 35 heures. S'il n'entend finalement pas revenir dessus, la question passionne.

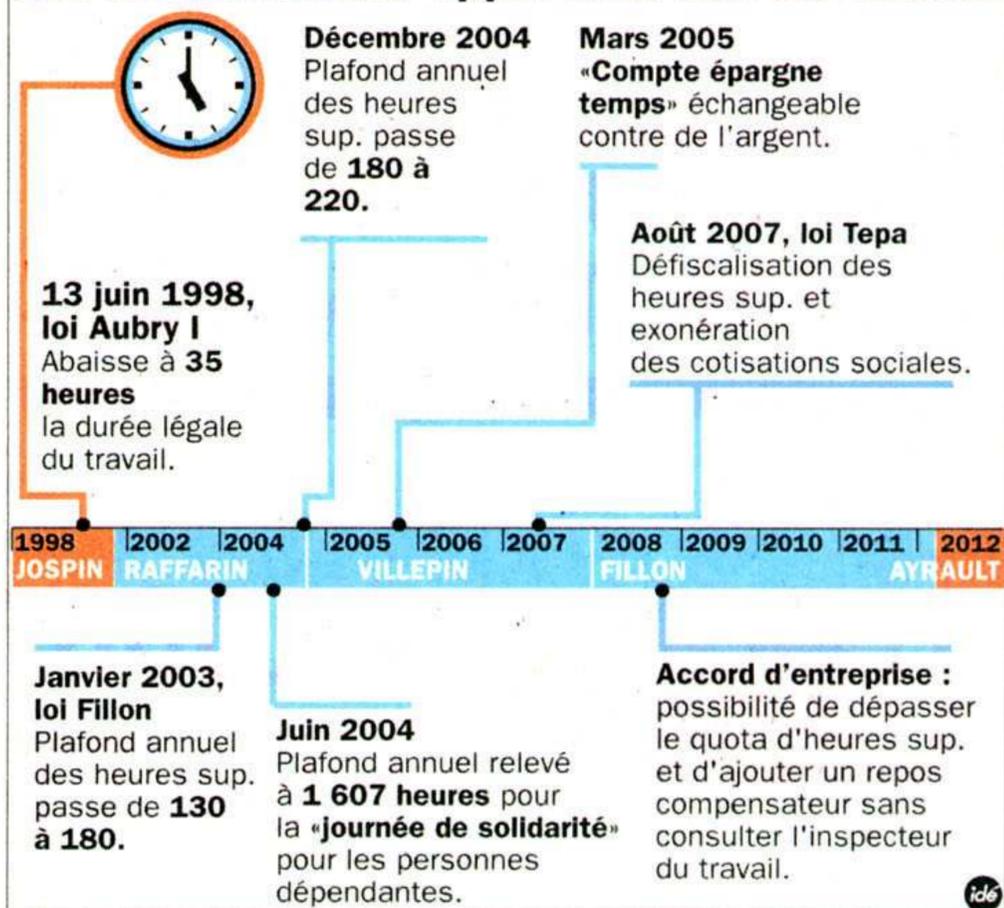
**Depuis leur mise en place en 2000**, elles ont tout connu. Mises en avant par la gauche et vouées aux gémonies par la droite, les 35 heures restent la durée légale du temps de travail. Et ni le rapport Gallois sur la compétitivité qui sera remis lundi prochain, ni la polémique née hier matin des propos tenus par Jean-Marc Ayrault dans *Le Parisien* ne devraient changer la donne. Les 35 heures resteront en vigueur tant que la gauche sera au pouvoir. C'est ce qu'a réaffirmé le Premier ministre hier. «Nous n'ouvrons pas le dossier de la durée du temps de travail. Il n'est pas question de revenir sur les 35 heures», a-t-il assuré pour éteindre l'incendie qu'il a lui-même

allumé. Quelques heures plus tôt, dans une réponse à un lecteur du *Parisien* qui lui faisait remarquer que «si on revenait à 39 heures payées 39, des salariés seraient ravis», le chef de la majorité assurait qu'il n'y «a pas de sujet tabou».

**L'UMP ne l'a jamais fait**

Une aubaine, pour l'opposition qui ne fait pas mystère de son envie d'en finir avec la loi que Martine Aubry a fait adopter en 1998. «Les 35 heures ont coûté 200 milliards d'euros depuis douze ans. Cela peut expliquer pourquoi la France décroche économiquement», a analysé sur RFI l'ex-président de l'Assemblée, Bernard Accoyer. Evoquée

## Les modifications apportées aux 35 heures



avant que Nicolas Sarkozy refuse finalement d'abroger le texte «qui marque un repère», l'idée de supprimer cette durée légale a fait son chemin à l'UMP. Elle est un axe majeur du programme économique de François Fillon. «La France a, plus que jamais, besoin d'augmenter son temps de travail pour éviter la récession. Il faut supprimer la référence à la durée légale du travail et autoriser une négociation collective dans les entreprises sur le temps de travail, dans les limites des règles européennes (48 heures, nldr)», propose l'ancien Premier ministre. Une proposition identique à celle formulée par le patronat. «Même parler de revenir à 39 heures est une hérésie. Le temps de travail doit être contractuel dans chaque branche ou entreprise en enlevant le concept d'heures supplémentaires, propose Sophie de Menthon, présidente de l'association patronale Ethic. Mais cette proposition est l'absolu contraire de ce que souhaite le gouvernement.

«**Ce serait la fin des heures sup'**» «Supprimer les 35 heures, c'est supprimer les heures supplémentaires, c'est donc travailler plus pour payer moins», a estimé le ministre du Travail, Michel Sapin sur RTL. Il est vrai que dans les faits, les salariés français travaillent plus que 35 h par semaine : en moyenne, c'était 39,5 pour un salarié à temps plein en 2011, selon l'Insee. Quatre heures et demie par semaine qui offrent aux salariés des congés en plus ou des heures supplémentaires. Néanmoins, la majorité n'est pas hostile à tout aménagement. Une négociation est en cours, entre partenaires sociaux. «Dans les entreprises, quand ça va bien, que les commandes sont là, on peut travailler plus, en étant payé plus. Et à l'inverse, quand ça ne va pas, il faut trouver des accords pour traverser la crise. Baisser la durée du temps de travail peut être une solution», explique-t-on au ministère du Travail. Syndicats et patronat ont jusqu'à la fin de l'année pour se mettre d'accord. •

**André Chassaigne**

«Les déclarations de Jean-Marc Ayrault sont celles d'un gouvernement qui se laisse enfermer là où le patronat veut l'amener», a estimé à l'Assemblée le président du groupe communiste.

© T. ZOCCOLANI/AFP

**Harlem Désir**

«Le Premier ministre ne remet pas en cause la durée légale de 35 heures. Il affirme, sans relâche, sa volonté de (...) dialogue dans notre pays, sur tous les sujets», selon un communiqué du patron du PS.

© J. MARS/SIPA

**Jean-François Copé**

«(...) J'ai, pendant quelques minutes, fait un rêve : que le Premier ministre endossait les habits du courage politique pour être à la hauteur du grand pays, la France, qu'il est censé diriger», a taclé le patron de l'UMP.

© IBO/SIPA